



Avis important

Nous avons le plaisir d'inviter les réunionistes de cœur ou de raison à
l'assemblée générale constitutive de l'Alliance Bruxelles-France (A.B.F.),
 qui se tiendra

le mercredi 17 octobre 2012 à 19 h
au Ciccio Bello, place Wiener, à Watermael-Boitsfort.

Notre but est de créer un mouvement pluraliste et indépendant des partis, qui œuvrera par l'étude et la propagande à la réunion de la Région bruxelloise à la République française, en concertation étroite avec les réunionistes de Wallonie.

Ordre du jour

1. Rapport introductif sur la création de l'A.B.F. : Pourquoi ? Comment ?
2. Présentation de l'Alliance Wallonie-France (A.W.F.), par M. Paul Durieux
3. Proposition d'activités
4. Election d'un bureau provisoire

Les participants qui le souhaitent pourront poursuivre les échanges autour d'un diner convivial.

Jean-Paul Roos

Jean-François Goosse

NB : Les personnes intéressées sont invitées à le signaler, de préférence par courriel (cf. coordonnées ci-dessous), de manière à ce que nous puissions les informer tant avant qu'après l'assemblée.

Jean-Paul Roos

65, rue de Middelbourg

1170 Bruxelles

Tél. : 0474.30.21.56

Mél. : jproos04@yahoo.fr

Quel avenir pour les Bruxellois ?

Dans son message au pays à la veille du 21 juillet, le roi a adressé nommément ses condoléances aux parents des enfants décédés dans un accident d'autocar en Suisse (il y avait aussi six adultes) et, sans les citer, aux parents des autres enfants disparus. L'émotion unanime fut vive. Nous respectons la douleur de ces parents et compatissons. Par un mouvement naturel, nos pensées se tournent aussi vers ces adolescents fauchés par un forcené sur la place Saint-Lambert, à Liège.

Le drame liégeois fait l'objet d'une réaction mitigée des au-

torités. La tragédie suisse ne met pas en cause une quelconque responsabilité des pouvoirs publics : « C'est la faute à pas de chance », on évoque la défaillance humaine ou technique. Par contre, la tuerie de Liège met en lumière le manque de synergie, sinon l'antagonisme, entre la ministre de la Justice

et la ministre de l'Intérieur, le suivi des peines en sursis et des libérés en régime conditionnel. On a trouvé chez le tueur, déjà condamné pour des faits de drogue et de trafic d'armes, un véritable arsenal. La Belgique est réputée être une plaque tournante

du trafic d'armes illégal. La complexité institutionnelle y est telle que la faute d'un mandataire politique est rarement sanctionnée. On se souvient du drame du Heyssel et de la réaction psychorigide du ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles-Ferdinand Nothomb.

Y a-t-il eu une récupération politique des victimes pour le drame suisse ? Certes. En 1966, il s'est produit une tragédie d'une ampleur comparable : un accident d'autocar avec des enfants – évitons toute comparabilité comparative morbide –, et là, pas de

page grand deuil du *Soir*, pas de réaction officielle des autorités. Il faut dire qu'à cette époque, bien que la frontière linguistique fût déjà tracée (sans consultation populaire), l'État n'était pas encore fédéral, les forces centrifuges d'un fédéralisme en constant devenir étaient moins palpables. Aujourd'hui, Elio Di Rupo

est un premier ministre sous haute surveillance, il doit servir les bouillons d'une machine qui brinquebale : la septième réforme de l'État est clairement annoncée par le pouvoir flamand. Cette fois-ci elle mettra en place un véritable confédéralisme. Quel se-

ra-t-il ? La sécurité sociale, les pensions, l'impôt des sociétés seront-ils régionalisés ? Après une nouvelle crise de longue durée, les francophones, englués dans leur palinodie, céderont sans réelle contrepartie pour avoir la paix sociale et sauver leur mise.

Que peuvent faire les Bruxellois dans ce processus de détricotage déletère ? Nous serons les coudes et nous tourner

d'abord et davantage vers la Wallonie, promouvoir la récuprité des intérêts afin de créer une véritable solidarité. On sait avec quelle acrimonie les Flamands ont accueilli le nouveau concept de 'Fédération Wallonie-Bruxelles', leur politique consistant à enclaver Bruxelles pour l'affaiblir.

Que les Bruxellois cessent de cultiver leur singularité (nous ne sommes ni ceci, ni cela). À force de se considérer diffé-

rents, on finit par s'isoler et, conséquemment, se faire la miner par le rouleau compresseur institutionnel flamand. Que les Wallons quittent leur esprit de chapelle qui crée des conflits d'intérêt entre Mons, Charleroi, Liège et Bruxelles. Ensuite, *in fine*, tournons-nous vers la France, là où le communautaire créateur de

clivages n'est pas de mise, là où les droits des personnes ne sont pas supplantés par

le dogme de la territorialité. Le ministre Louis Tobback n'avait-il pas déclaré : «La révolution de 1830 est une erreur historique» ? Il est vrai qu'elle fut avant tout l'œuvre des Bruxellois et des Liégeois. Les Bruxellois se trouvent à la croisée de deux chemins : la résistance ou la soumission.

Jean Dufrene
15 août 2012

Compte rendu

Albert Salon, *Une Volonté française*, éditions Glyphé, 2012 (avec une préface de Claude Hagège)

Il n'est nul besoin de présenter l'ambassadeur Albert Salon à la mouvance réunioniste. Observateur averti et passionné de nos combats – et de ceux des patriotes québécois –, il ne manque jamais de nous englober dans sa vision de l'avenir français. Bretteur infatigable de la cause nationale, tout en étant polyglotte et praticien consommé de la géopolitique mondiale, il nous livre une nouvelle réflexion sur la situation et le destin de la France. Une volonté française se présente comme un petit dictionnaire de cent mots, dont chacun concerne un élément de l'identité nationale ou un domaine de la politique intérieure ou extérieure. Mais une pensée les enveloppe tous : la volonté d'indépendance – la souveraineté, si vous préférez –, appuyée sur des éléments de puissance bien plus nombreux que nous en dit l'euro-mondialisme, cette peste de la pensée dominante.

quelques reflets forts de notre civilisation. Ne manquez surtout pas celle intitulée 'Belgique-België' : vous serez comblé par l'empatie de l'auteur avec nos luttes. Ce n'est d'ailleurs pas la seule allusion à celles-ci.

Albert Salon nous rappelle à propos que la France a rang dans les plus grandes puissances économiques et militaires du monde, que son domaine maritime est le deuxième de la planète, que ses avis ont un fort retentissement international lorsqu'elle parle d'elle-même, et non par les chuchotements néolibéraux de la soi-disant 'Union européenne', «*courroie de transmission à l'empire anglosaxon et à ses multinationales, qui veulent asservir notre continent de la diversité*», au grand dam de ses économies, de ses cultures et, au final, de sa liberté. Vous souvient-il des promesses de stabilité monétaire, de croissance et d'influence internationale que nous assénaient les inventeurs de l'euro, avec des conditions que se gardent bien d'imposer les États-Unis, le Japon ou la Chine ? Aujourd'hui que leur système

ploie sous la pression des faits, ils redoublent d'efforts pour nous le faire ingurgiter en déversant les ressources européennes par centaine de milliards de euros.

Pour être un souverainiste convaincu, avec d'excellents arguments, Albert Salon n'est pas isolationniste. Il adhère volontiers à des coopérations fondées sur l'intérêt commun ou à des commissions déployées selon les mêmes règles pour tous les partenaires. Au-delà de la pseudo Union, il montre ce que devrait être la diplomatie française vis-à-vis du reste du monde. Et, l'on n'en attendait pas moins du président d'Avénir de la Langue française, il rappelle le rôle que joue – et qui devrait s'amplifier encore – la Francophonie internationale, forte aujourd'hui de 75 États (sur les 193 représentés à l'ONU).

Hélas, que de défaillances, jusqu'au sommet de l'État : résignation au tout-en-anglais (NDLR : bien que beaucoup moins riche, le monde hispanique, lui, ne se laisse pas faire), subordination du droit français au droit euro-

peén, sacrifice des services publics (qui sont pourtant une des armatures de nos équilibres sociaux), alignement sur la stratégie américaine, contamination de toutes nos grandes affaires par des considérations financières à court terme (signe, parmi d'autres, de l'hégémonie anglo-saxonne), etc.

Mais les valeurs républicaines restent chevillées à la conscience nationale. Quand on le consulte, comme ce fut le cas sur le traité constitutionnel européen, le peuple dit non. Jean Paulhan observait déjà que la France est partout où l'on ne renonce pas. L'esprit des révolutions n'est pas mort ; son exaspération grandit devant l'arrogance des rois de l'argent. Des Capétiens à de Gaulle, la France a toujours combattu les empires qui tentaient de la vassaliser. Déjà en déclin, l'empire atlantique finira par éprouver sa résistance, pour le plus grand bien de l'Occident tout entier, qu'elle sortira de la sclérose intellectuelle. Plus que jamais, la France est notre avenir.

Jacques Rogissart

La première entrée est 'Académie française' : la dernière est 'Vix'. Il y a en elles, et avec d'autres du lexique, un peu de notre essence identitaire,

Le titan bat tambour ; Zeus apprête sa foudre

«Titanesque», «démhurique» (cf. *Le Soir* du 12 juillet). Quand M. Di Rupo se passe la pommade, il ne regarde pas à l'épaisseur de la couche. Et alléguant sa propre turpitude au tribunal de l'histoire (invincible à ses yeux), il y est allé d'une exclamation qu'il voulait triomphale et qui n'est qu'une catharsis de l'ignoble : «Nous avons réussi ! BHV est scindé !» A l'échelle grotesque de la Belgique, on revoit le tâche soulagement de Daladier revenant de Munich en 1938. BHV scindé, c'est l'encerclement de Bruxelles en territoire flamand ; ce sont les communes à majorité francophone de sa périphérie vouées à de nouvelles régions de leur régime particulier.

L'ancien arrondissement n'était pas un «rempart contre le séparatisme», comme le prétend M. Maingain ; c'était la meilleure garantie que la volonté de leurs habitants

sera respectée une fois la séparation acquise. Car, déjà, la Flandre annonce une septième réforme d'un Etat que chaque secousse rapproche un peu plus de sa fin. Les par-tis francophones n'ont même plus l'extrême bêtise de croire à la paix communautaire définitive. Ils n'ont fait que reculer pour mieux sauter, et ils le savent. Comme un optionnaire qui tète sa pipe de poison, ils s'abîment dans l'extase de quelques mois d'armistice. Au réveil, quelle énorme forfaiture commettront-ils encore ?

La Longue Marche flamande vers l'indépendance

De leur point de vue, certes, ils ont réussi à ce que la plus longue crise gouvernemen-

tale de tous les pays et de tous les temps ne soit pas celle qui emporte la Belgique. Tout à leur grand projet conservateur, ils apportent maintenant leurs faibles secours à l'offensive de leurs alliés flamands contre la N-VA. Je ne sais pas si celle-ci gardera sa position centrale sur l'échiquier nordiste – à mon avis, elle a raté de belles occasions pendant la crise. Ce qui est certain, c'est que son éventuel déclin n'apaiserait en rien la fringale de conquêtes qui tenaille la Flandre. Depuis que ses nationalistes proclament leur indépendance en 1918, derrière un rideau de baionnettes allemandes, elle applique patiemment, méthodiquement, graduellement, leur programme politique et territorial. La seule fin possible de l'histoire, ce sera la sécession du royaume. Il faudra bien que cette vérité entre dans la tête dure et le petit cerveau des caciques francophones.

Quant à l'œuvre 'titanesque' du sieur Di Rupo, elle se résume en dernière analyse au montage d'une coalition des partis acceptant de travailler sur la base d'un projet encore belge, quoique de plus en plus dissociatif. Passons sur les renoncements que chacun a dû faire par rapport à son programme : c'est la nature du Système, et c'est sans doute la cause de ce qu'un cinquième des citoyens se dérobent au vote théoriquement obligatoire ou rendent un bulletin blanc ou nul – ceux qui émettent une opinion n'en sont pas mieux écoutés pour cela. Ce magna peut bien former une majorité parlementaire, il n'est pas une concrétion d'énergies patriotiques autour de la fiction belgecaine. Seuls le premier ministre et une petite

suite de nigauds se bercent encore de leur illusion mortifère.

Alors, 'l'œuvre' du démiurge qui se sacre lui-même ? Le résultat de la pression flamande, tout simplement. Oh, les transferts de compétences aux entités fédérées sont bonnes à prendre, comme de nouveaux pas vers le dénouement que nous appelons de nos vœux. Encore doit-on observer que la Wallonie attend toujours les meilleurs morceaux que lui donnerait le partage des entreprises publiques fédérales (où elle est volée comme dans un bois), la maîtrise totale de son commerce extérieur et de nouveaux pouvoirs sur le secteur bancaire.

Une machine à dépouiller la Wallonie

En attendant que les cartes soient rebattues au sein de la parrie française, l'Etat flamando-belgicain reste une machine à nous dépouiller. La Défense, qui est, avec les chemins de fer (gérés par des bousilleurs cousus d'or comme des nababs), la plus grande pourvoyeuse d'emplois et d'investissements, est presque entièrement passée sous le contrôle flamand, avec le transfert dans le nord de ses meilleures unités et la distribution des plus hauts commandements (à ce dernier égard, la police fédérale et les services de renseignement sont en train de suivre la même voie). Le réseau ferroviaire wallon, soit la moitié en kilomètres du réseau belge, ne reçoit même plus les 40 % qui lui sont dus dans la manne fédérale ; faute de modernisation, voire d'un entretien convenable, il accumule incidents et pertes de régularité. Sur ce qui lui revient,

le pharaon-démiurge, non content de la dépense exorbitante consacrée à la nouvelle gare des Guillemins, s'en fait construire une autre dans sa ville de Mons et en confie le chantier au même architecte, à la voracité d'honoraires connue du monde entier.

À part cela, des scandales, que l'on n'imaginait même pas autrefois, polluent le secteur public, plus politisé que jamais. Le ministre Margnette s'efforce avec mérite de limiter les salaires farmineux des 'top managers' des entreprises fédérales. Très bien, mais il devrait aussi s'attaquer au mépris bureaucratique des classements de concours de recrutement public et à la rationalisation des choix budgétaires. En effet, le désordre s'étend bien au-delà de son domaine. Il sévit de longue date dans les prisons ; il se met dans l'institution judiciaire, où les moyens ne suivent pas les réformes et où une effarante diminution des tribunaux d'instance va encore réduire le service rendu aux justiciables.

La politique de l'énergie ? Pas plus brillante. Certes, l'Europe, étoile polaire de nos partits, limite les possibilités d'une gestion volontariste. Mais le délire écologiste a contaminé la gauche vis-à-vis de l'industrie nucléaire. Un trop-plein d'évidence a éloigné d'elle le couperet auquel la vouaient sans délai les agités du bocal. Mais le nouveau calendrier de son extinction, fruit d'un des célèbres 'compromis à la belge', n'en pêche pas moins par sa défaillance de vision et de prévision. L'usager paiera l'ajustement.

Une politique budgétaire et économique délétaire

Le gouvernement est plus lo-
quace sur la politique budgé-
taire, si rigoureuse (et tant
pis pour la croissance qu'il
réclame du ciel dans toutes
ses litanies) qu'elle lui vaut
les compliments de la Com-
mission européenne, cerbète
de l'orthodoxie néolibérale.
Qu'il en profite bien, car cela
ne durera pas. Oublions pour
le moment la terrible épée
de Damoclès que représente
Dexia, dont le sort fut si mal
négocié avec la France et les
Pays-Bas – on n'ose chiffrer
ce que coûterait sa déconfi-
ture. Mais le Conseil supérieur
des finances (qui ne brille pas
par l'imagination stratégique)
réclame 5 milliards d'efforts
supplémentaires en 2013, 8
en 2014 et 11 en 2015 pour
atteindre l'équilibre cette an-
née-là. Si une bonne brise de
croissance ne se lève pas – et
d'où viendrait-elle? – cela fera
encore très mal, mais l'hori-
zon de nos politiciens se trace
à peine au lendemain des
élections communales.

L'État emprunte à taux né-
gatif? Bravo, et merci à l'Al-
lemagne, locomotive écono-
mique de l'Europe et panzer
du libéralisme à courte vue.

Merci aux ménages, qui n'ont
pas consommé pour remplir
les bas de laine en ces temps
de forte incertitude. Selon des
observateurs qualifiés, il faut
y voir en outre un signe de
pessimisme des opérateurs fi-
nanciers envers la zone euro
et envers l'État belge. Si c'est
vrai, cela confirmerait que
le monde extérieur croit en
la dislocation prochaine du
royaume – les Anglo-Saxons
sont les plus catégoriques à
cet égard. Le Parlement fran-
çais a eu bien raison de nous
envoyer deux députés (un de
gauche, un de droite) pour
prendre la température du
malade. Avant longtemps,
il aura à traiter directement
avec la Wallonie et Bruxelles.

Le tian-démiurge a beau se
dépenser en marnours à la
Flandre, le desuin accélère son
pas. Le cumul des urgences,
la complexité des situations
et la puissance du nationa-
lisme flamand, enhardi par
nos capitulations, préparent
le coup de grâce à un pou-
voir déliquescant, bloqué au
stade des idées reagano-thai-
chériennes des années 1980
et 1990. Les pressions d'appa-
reil ont contraint M. Marcourt
à remiser son plan W. Espé-
rons qu'il guette une nou-
velle occasion de s'en servir.
Mais cela même, qui est aus-

si utile que méritoire, ne suf-
fit pas. La racine de nos maux
est dans l'Union européenne,
instrument docile des agents
de mondialisation monéta-
riste et libre-échangiste. La
grande espérance des pères
fondateurs est devenue un
cauchemar pour les peuples.
Comme l'écrivait un collectif
de spécialistes dans *Le Monde*
du 17 juillet : «*Les néolibéraux
réussissent un véritable tour de
force : ils prennent prétexte de
l'une des conséquences de leur
crise, le gonflement des dettes
et des déficits publics, pour im-
poser encore plus leur modèle
en faillite.*»

particrates que la Wallonie a
besoin d'une tout autre po-
litique et que Bruxelles est
en grand péril. Il appartient
à des groupes civiques, ani-
més d'une volonté intense, de
répandre dans notre peuple
les vraies recettes de son sa-
lut. La peur du changement,
la dispersion apparente des
enjeux (qui sont en réalité liés
étroitement) et les condi-
nements du passé rendent la
tâche difficile. Mais nos mal-
heurs lui fraient la voie. Déjà
des médias donnent mieux
à voir ce qui nous accable.
La République nous appelle.
Laissons-la tremper notre vo-
lonté de vaincre.

Jacques Rogissart

supplément à "4 millions 7"
Septembre 2012
Éditeur responsable :

Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :
François Detif, Jean-François
Goosse, Jean-Paul Roos

Collaborateurs :
Pierre Bertrand, Cédric Chopin,
François Detif, Paul Durieux,
Jean-François Goosse,
Adrien Laurant, Pierre Mélot,
Jacques Rogissart,
Jean-Paul Roos.

Les articles publiés n'engagent que leurs
auteurs. France-Wallonie-Bruxelles ap-
plique les rectifications orthographiques
approuvées par l'Académie française et
publiées au Journal officiel de la Répub-
lique française en 1990

Épinglé dans la presse

Filip van Bilderberg

Le *Vif/L'Express* du 29/06/2012 révèle que le prince Philippe participe aux réunions an-
nuelles du groupe dit 'de Bilderberg', cénacle discret des élites économiques, politiques et
médiatiques du monde occidental. L'auteur de l'article, Pierre Havaux, suppose que l'héritier
de la couronne belge se prépare ainsi à son futur rôle de roi, non sans rapporter le son de
cloche diffèrent d'un 'proche du Palais' : «*Si jamais la Belgique saute et que la monarchie vole
en éclats, Philippe pourra toujours se recaser comme administrateur de sociétés.*» «*Les temps
sont devenus si incertains...*», ironise Pierre Havaux.